

PROCEDURE PARTICULIERE RELATIVE AUX MANDATAIRES SOCIAUX

Lorsqu'un régime est mis en place au profit des mandataires sociaux, le droit des sociétés impose une procédure spécifique considérant que ces avantages collectifs relèvent de la rémunération des dirigeants.

Une autorisation préalable à la mise en place du régime est indispensable. Cette autorisation émane de différents organes en fonction de la forme de la société.

- SARL : autorisation de l'Assemblée Générale.
- SA à Conseil d'Administration : autorisation du Conseil d'Administration.
- SA à Directoire : autorisation du Conseil de surveillance.

Lors de la mise en place du régime, il est recommandé d'utiliser les formules suivantes :

- SA à Conseil d'Administration

"Un régime de retraite à caractère collectif et obligatoire et comportant les caractéristiques suivantessera mise en place au profit de la catégorie, à compte du"

Ce régime s'appliquant à M....., M....., du seul fait de leur appartenance à la catégorie sus-visée, sans que cette énumération ne soit limitative, toute personne relevant actuellement ou dans l'avenir de la catégorie visée étant affiliée à ce régime à titre obligatoire, le Conseil d'Administration donne son aval à sa mise en place."

- SA à Directoire

"Un régime de retraite à caractère collectif et obligatoire et comportant les caractéristiques suivantessera mise en place au profit de la catégorie, à compte du"

Ce régime s'appliquant à M....., M....., du seul fait de leur appartenance à la catégorie sus-visée, sans que cette énumération ne soit limitative, toute personne relevant actuellement ou dans l'avenir de la catégorie visée étant affiliée à ce régime à titre obligatoire, le Conseil de Surveillance donne son aval à sa mise en place."

- SARL

Un régime de retraite à caractère collectif et obligatoire et comportant les caractéristiques suivantessera mise en place au profit de la catégorie, à compte du"

Ce régime s'appliquant à M....., M....., du seul fait de leur appartenance à la catégorie sus-visée, sans que cette énumération ne soit limitative, toute personne relevant actuellement ou dans l'avenir de la catégorie visée étant affiliée à ce régime à titre obligatoire, l'Assemblée Générale donne son aval à sa mise en place."